

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 49 (2022)
Heft: 5

Artikel: La peur de l'isolement de la recherche suisse
Autor: Lachat, Denise / Peter, Theodora
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1052083>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La peur de l'isolement de la recherche suisse

Des chercheurs s'en vont, des professeurs hésitent à travailler dans les universités suisses, des étudiants suisses subissent des préjugés: le secteur suisse de la recherche vit une époque difficile. La raison? Le flou qui règne dans les relations entre la Suisse et l'UE. Dans la recherche européenne, la Suisse est devenue un «pays tiers» sans privilèges.

DENISE LACHAT

«Nous sommes un petit pays, qui s'est toujours appuyé sur le recrutement de chercheurs étrangers», indique Michael Hengartner, président du Conseil des EPF. C'est pourquoi, dit-il, toutes les hautes écoles suisses baignent dans une atmosphère internationale, qui est favorable à l'intégration des personnes venues de l'étranger.

Un écosystème pour la recherche de pointe

Le savoir et la formation font partie des principales ressources de la Suisse. Cela se reflète dans un système de formation performant, une infrastructure de premier ordre et des hautes écoles qui arrivent régulièrement en tête des classements internationaux. Michael Hengartner

parle d'un véritable «écosystème», qui stimule la recherche de pointe et dispose d'un système de financement solide, flexible et concurrentiel à la fois. «Naturellement, nous sommes également en mesure d'offrir de très bonnes conditions de travail», complète Martin Vetterli, président de l'EPFL. Ainsi, la densité de scientifiques renommés en Suisse est bien supérieure à la moyenne, ce qui permet d'attirer des jeunes talents dans notre pays, note Martin Vetterli. Ou devrait-on plutôt dire «permettait»?

La Suisse perd l'accès à la «ligue des champions»

L'abandon des négociations avec l'UE sur un accord-cadre est lourd de conséquences pour la recherche. Dans son programme-cadre de recherche, l'UE a dégradé la Suisse

Recherche de pointe européenne en Suisse: deux spécialistes de la recherche sur les semi-conducteurs à l'EPFL à Lausanne.
Photo Keystone



au rang de «pays tiers non associé». Dans le cadre d'Horizon Europe, la Suisse perd ainsi la position qu'elle occupait et l'influence qu'elle avait jusqu'ici. Or, Horizon Europe est le plus grand programme au monde pour la recherche et l'innovation, avec un budget de près de 100 milliards d'euros pour une période de sept ans (2021-2027). Sa dotation financière a encore nettement augmenté par comparaison aux 79 milliards d'euros du programme précédent, Horizon 2020, au sein duquel la Suisse était encore partenaire associée.

Certes, la Suisse n'est pas totalement exclue de la collaboration avec son principal partenaire de recherche. Toutefois, les chercheurs suisses ne peuvent plus diriger de grands projets de coopération et ne reçoivent plus de subventions du Conseil européen de la recherche (ERC). Michael Hengartner décrit ces bourses de l'ERC comme la «ligue des champions de la recherche». Le président de l'EPFL, Martin Vetterli, les connaît bien: «Sans la subvention de l'ERC, qui s'élevait à près de deux millions d'euros sur cinq ans, je n'aurais pas pu mener aussi loin que je l'ai fait ma recherche sur le traitement numérique des signaux». Yves Flückiger, président des universités suisses

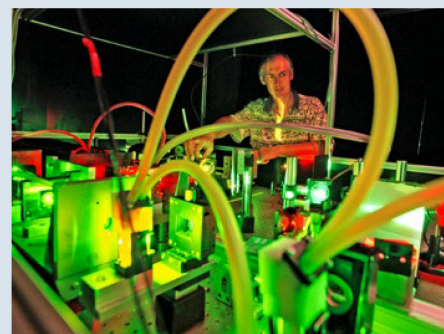
Des phares suisses dans la recherche européenne

Quels résultats concrets les programmes-cadres de recherche européens ont-ils apporté, et quels avantages la Suisse tire-t-elle de la collaboration? Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève et président de swissuniversities, répond sans hésitation.

■ **CERN:** ce laboratoire de recherche n'est rien de moins que le berceau de la recherche européenne. Fondé en 1954 sur la frontière franco-suisse près de Genève, il a été l'un des premiers projets européens communs et compte aujourd'hui 23 États membres. En 1984, cet espace scientifique a été renforcé par les programmes-cadres de recherche européens. Yves Flückiger: «Ces programmes ont joué un rôle décisif dans l'évolution de la recherche fondamentale et son application industrielle, en encourageant notamment la collaboration entre les laboratoires et les entreprises». Depuis 2012 et la découverte du boson de Higgs, le Cern est connu dans le monde entier.

Le laboratoire de recherche du CERN, près de Genève, possède une installation géante pour l'étude des particules.

Photo Keystone



■ **BioNtech:** le résultat récent sans doute le plus connu du transfert de recherche est le premier vaccin à ARN messager contre le Covid-19. Il constitue l'aboutissement direct d'une recherche financée depuis près de 20 ans par l'ERC. «Ce vaccin a été mis au point par l'entreprise de biotechnologie BioNtech, une entreprise européenne dont les fondateurs Ugur Sahin et Özlem Türeci, un couple d'origine turque installé en Allemagne, ont été financés par l'ERC», relate Yves Flückiger.

■ **ID Quantique:** fondée en 2001 à Genève par quatre scientifiques de l'Université de Genève, ID Quantique est un autre exemple cité par Yves Flückiger. L'entreprise a reçu des moyens financiers importants du Fonds national suisse (FNS), mais aussi de divers programmes européens. Petit spin-off à l'origine, elle est devenue le leader mondial des solutions pour une cryptographie quantique sûre. Le géant des télécommunications SK Telecom (Corée du Sud) et Deutsche Telekom font partie des investisseurs. ID Quantique a son siège à Genève et entretient des liens étroits avec des institutions académiques par sa participation à plusieurs programmes R&D suisses, européens et coréens, de manière à apporter des innovations sur le marché.

(DLA)

Une sorte de «ligue des champions»: avec son budget de 100 milliards pour la période 2021-2027, Horizon Europe est le plus grand programme de recherche au monde.

(swissuniversities), ajoute que les chercheurs suisses sont entièrement exclus de plusieurs domaines de recherche importants. Il mentionne l'initiative phare sur les technologies quantiques, qui a une importance stratégique pour le développement de la numérisation, la construction du réacteur à fusion nucléaire international ITER, un projet que la Suisse copilotait depuis 2007, et le programme pour une Europe numérique (Digital Europe), axé sur le calcul de haute performance, l'intelligence artificielle et la cybersécurité.

L'érosion a déjà commencé

D'après Martin Vetterli, la Suisse faisait jusqu'ici partie des pays associés les plus actifs de la recherche européenne, essentiellement dans les domaines de la santé, de l'environnement, du climat et de la technologie quantique. Depuis plus d'un an, elle est mise hors jeu malgré les efforts financiers de la Confédération, qui est intervenue par un financement transitoire s'élevant à 1,2 milliard de francs. Martin Vetterli relate l'histoire de start-up qui ont été créées sur le campus de l'EPFL et qui ouvrent à pré-

Dans le domaine de la recherche, la Suisse possède des liens internationaux plus forts que tout autre pays: deux tiers des chercheurs travaillant en Suisse ont effectué leur doctorat à l'étranger.

sent des bureaux en Europe pour s'assurer qu'elles pourront continuer d'attirer des talents et de profiter des fonds européens. Yves Flückiger connaît de premiers chercheurs qui ont quitté la Suisse pour la France, l'Autriche et la Belgique avec leurs bourses de l'ERC. Et Michael Hengartner constate que les candidats aux postes de professeurs dans les deux EPF posent désormais tous la même



La crise relationnelle entre la Suisse et l'UE perdure

Près d'un an après l'abandon des négociations sur un accord-cadre, la Suisse effectue une nouvelle tentative pour régler ses futures relations avec l'UE. Mais le chemin qui mène à une solution viable entre Berne et Bruxelles est encore long, et empreint de défiance des deux côtés. Sur le plan de la politique intérieure aussi, aucun consensus n'est en vue.

question: la Suisse a-t-elle des chances de se voir réassociée bientôt aux programmes de l'UE?

Il y va de la prospérité de la Suisse

Travailler dans son coin? Dans le monde de la recherche, c'est impensable. Tout comme dans celui de l'innovation: en réaction à la non association de la Suisse, la célèbre entreprise genevoise ID Quantique (voir encadré, p. 5) a ouvert une filiale à Vienne pour conserver son accès à Horizon Europe. Yves Flückiger note que la centaine d'emplois qui auraient été créés en Suisse se trouvent à présent à Vienne. Pour la Suisse, l'enjeu d'Horizon Europe n'est pas seulement la recherche et les chercheurs, qui craignent pour leurs positions de pointe. C'est aussi les étudiants et les professeurs, qui hésitent désormais à venir en Suisse. Horizon Europe permet également le

La secrétaire d'État suisse Livia Leu
tâte un terrain caillouteux à Bruxelles.
Photo Keystone

Après une pause de réflexion, le Conseil fédéral a décidé en février 2022 de réempoigner le dossier européen. Le gouvernement ne mise plus sur un accord-cadre «indigeste», mais sur un paquet contenant divers éléments. L'objectif est d'assurer l'accès au marché intérieur européen, d'ouvrir la voie à de nouveaux accords – notamment sur l'électricité – et de renouer avec des programmes de l'UE comme Horizon Europe. Les questions institutionnelles – par exemple, quelle instance tranchera les litiges – seraient réglées séparément. Le problème est que jusqu'ici, la Commission européenne n'a rien voulu savoir d'un projet qui traite ces questions fondamentales «au cas par cas». Elle tient aussi au fait que la Cour de justice de l'UE soit impliquée en cas de litige, ce qui suscite beaucoup de résistances politiques en Suisse. Le Conseil fédéral espère néanmoins que Bruxelles prenne progressivement conscience que la poursuite de la voie bilatérale est aussi dans l'intérêt des pays européens voisins.

Depuis le printemps, c'est Livia Leu, secrétaire d'État en charge du dossier, qui tâte le terrain à Bruxelles. À la clôture de la rédaction, plusieurs rencontres avaient eu lieu entre les négociateurs. Toutefois, il pourrait encore s'écouler un certain temps avant que de nouveaux pourparlers soient menés au plus haut niveau politique. Le Conseil fédéral ne veut en effet décider d'un mandat de négociation que lorsque «les conditions seront réunies». Pour l'heure, notait-il à la mi-juin, les positions demeurent «très distantes les unes des autres». Le dégel ne semble pas encore en vue.

À l'ombre des élections de 2023

Concernant la manière de traiter la question européenne, aucun consensus ne règne sur le plan politique intérieur non plus. Les partis politiques font assaut de stratégies et de plans d'action, tout en regrettant le manque d'avancées concrètes. Du point de vue du politologue Fabio Wasserfallen, professeur de politique européenne à l'Université de Berne, le fait que le Conseil fédéral ne prenne pas davantage le lead dans le débat témoigne d'un vide de gouvernance: «Malheureusement, il y a une déconnexion les politiques intérieure et étrangère.» Les réunir serait, d'après le politologue, la tâche du gouvernement national. «Le paquet doit jouir d'une bonne assise sur le plan politique intérieur pour avoir une chance d'aboutir en votation populaire.» À l'aide de modèles réalistes, le Conseil fédéral pourrait montrer comment il serait possible de préserver les intérêts suisses et d'amortir d'éventuelles concessions. «Pour ce faire, le gouvernement devrait adopter une ligne commune et la tenir à plus long terme.» Cependant, plus le temps passe, plus il est probable qu'on attende les élections fédérales de l'automne 2023, estime Fabio Wasserfallen. Car, selon les résultats des partis, les cartes seraient également rebattues pour ce qui est de la composition du Conseil fédéral. «Dans l'idéal, on pourrait toutefois discuter des avantages et des inconvénients du plan européen du gouvernement encore avant les élections.» Le bienfait de ceci serait que durant l'année électorale à venir, tous les acteurs concernés devraient abattre leurs cartes.

THEODORA PETER

transfert de technologies, qui débouche sur la fondation de start-up et de PME et sur la création d'emplois dans la recherche et les entreprises. En dernier ressort – les représentants des hautes écoles sont unanimes à ce sujet –, Horizon Europe est crucial pour la place économique et la prospérité de la Suisse.

Yves Flückiger juge que le Conseil fédéral ne devrait pas se concentrer maintenant sur de nouveaux partenariats de recherche hors de l'UE: la compétition, en matière de recherche, se joue entre l'UE, les États-Unis et la Chine. Par conséquent, la non-association de la Suisse reste selon lui le véritable problème.

Interrogée sur cette question, la délégation européenne déclare que les chercheurs suisses ont toujours été des partenaires bienvenus et appréciés dans les programmes de recherche de l'UE. Et qu'ils le restent: «Les chercheurs suisses sont autorisés à participer aux projets d'Horizon

Europe aux conditions qui s'appliquent aux États tiers non associés. Pour une association à part entière, incluant notamment le droit de bénéficier de fonds européens, le règlement de l'UE exige que les États tiers concluent un accord-cadre qui fixe les conditions et les modalités de l'association. Les prochaines évolutions concernant cette question doivent être considérées dans le contexte des relations globales entre l'UE et la Suisse.»

L'UE presse donc la Suisse de clarifier ses relations avec ses voisins européens. Jusque-là, elle ne voit aucune raison d'accorder des privilèges à la recherche suisse. Et ni les efforts de la diplomatie, ni l'appel lancé par les chercheurs n'ont jusqu'ici rien changé à cela. Le président du Conseil des EPF, Michael Hengartner, souligne que cette situation n'est pas seulement défavorable pour les chercheurs suisses, mais aussi pour la recherche européenne elle-même: «Tout le monde est incontestablement perdant.»